

1ère grosse délivrée à Mr Vuca et
Adjé CHABI le 22/12/2005
Jul.

LHL

N° 1 32/CA du Répertoire

N° 2001-62/CA du Greffe

Arrêt du 30 décembre 2004

Affaire : ADJE CHABI Daniel

C/
MENRS

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 20 avril 2001, enregistrée au greffe de la Cour le 02 mai 2001 sous le n° 467/GCS par laquelle monsieur ADJE CHABI Daniel, en service à la Direction des Enseignements Technique et Professionnel à Cotonou a introduit devant la chambre administrative de la Cour suprême un recours en annulation pour excès de pouvoir contre la note de service n° 412/MENRS/CAB/DC/SGM/DRH/SAJA – A du 27 octobre 2000 par laquelle le Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique a rapporté la note de service n° 0146/MENRS/CAB/DC/SGM/DRH/SVP-2 du 28 avril 2000 l'autorisant à prendre part au concours d'entrée au cycle II de l'ENA II ;



Vu la lettre en date du 21 mai 2001 par laquelle le requérant sollicite du Président de la Cour suprême une abréviation de délai de procédure laquelle a été accordée par ordonnance n° 2001-19/PCS/CAB du 27 juin 2001 ;

Vu la communication faite au Ministre de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (METFP) par lettre n° 1661/GCS du 03 juillet 2001 de l'ordonnance d'abréviation de délai ;

Vu la communication faite au Ministre de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (METFP) par lettre n° 2006/GCS du 21 août 2001, de la requête introductive d'instance, du mémoire ampliatif et des pièces y annexées, pour ses observations ;

Notifié à l'4137/GCS du 20/12/05, 02/05 du 2/11/2006 au PG/03 du 2/11/06 au METFP 11636/GCS du 16/12/06 à la demande de Mr Adjé

Vu la communication faite par lettre n° 2549/GCS du 29 octobre 2001 des observations de l'administration au requérant pour sa réplique éventuelle ;

Vu le mémoire en réplique du requérant en date du 21 novembre 2001 ;

Vu la consignation légale constatée par reçu n° 2106 du 21 mai 2001 ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Président **Grégoire ALAYE** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **René Louis KEKE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;


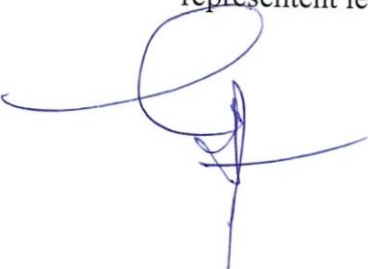
En la forme

Sur la fin de non recevoir tirée par l'administration de ce que le requérant n'a pas exercé un recours hiérarchique avant de se pourvoir devant la Cour

Considérant que l'administration, dans son mémoire ampliatif, soulève l'irrecevabilité du recours de l'espèce au motif que le requérant n'a pas respecté toutes les voies de recours administratif avant de se pourvoir devant la Cour ; qu'en l'occurrence il n'a pas usé du recours hiérarchique ;

Considérant que dans son mémoire en réplique, le requérant soutient qu'à cet égard le raisonnement juridique de l'administration méconnaît les règles de droit en général et celles de la procédure en particulier ;

Que le recours gracieux et le recours hiérarchique représentent les deux formes de recours administratif préalable ;



Que le plaideur a la faculté de former soit le recours gracieux en saisissant directement l'autorité concernée, soit le recours hiérarchique en s'adressant à l'autorité supérieure ;

Que dans le cas d'espèce, ayant choisi d'exercer un recours gracieux, il n'a pas jugé nécessaire d'exercer encore un recours hiérarchique ;

Considérant que l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 dispose en son article 68 alinéa 2 :

«Avant de se pourvoir contre une décision individuelle, les intéressés doivent présenter un recours hiérarchique ou gracieux tendant à faire rapporter ladite décision » ;

Qu'ainsi, aux termes de la loi, il est laissé au requérant le choix entre le recours hiérarchique et le recours gracieux ;



Que dans le cas d'espèce, l'exigence légale se trouve satisfaite dès lors que le requérant a opté pour un recours gracieux, objet de sa lettre en date du 21 décembre 2000 adressée au Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique ;

Qu'en conséquence, doit être rejeté le moyen de l'administration tiré de ce que le recours serait irrecevable du fait que le requérant n'a pas exercé un recours hiérarchique à la suite de son recours gracieux ;

Sur la recevabilité

Considérant que la note de service querellée a été prise le 27 octobre 2000 ;

Que le recours gracieux du requérant date du 21 décembre 2000 ;

Que le Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique n'ayant réservé aucune suite au recours gracieux, le requérant a introduit sa requête contentieuse à la Cour par courrier postal recommandé du 20 avril 2001 ;

Qu'il y a lieu de déclarer ledit recours recevable pour avoir été introduit dans les forme et délai de la loi ;

Au fond

Considérant que dans sa relation des faits, le requérant expose que, alors qu'il était en service à la Direction des Enseignements Technique et Professionnel en qualité de statisticien, il avait sollicité et obtenu du Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique, l'autorisation de prendre part au concours d'entrée au cycle II de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA-II), laquelle autorisation avait fait l'objet de la note de service n° 0146/MENRS/CAB/SGM/DRH/SAJA-A du 28 avril 2000 ;

Qu'il a subi avec succès ledit concours et s'est inscrit en Gestion des Ressources Humaines ;

Que par la suite, la Cour Constitutionnelle a adressé au Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique la lettre n° 703/CC/SG/IV du 04 août 2000, pour s'informer des raisons pour lesquelles l'autorisation de concourir lui avait été accordée, alors qu'elle avait été refusée à d'autres candidats dont un certain DJIDONOU Philibert ;

Qu'ayant eu des informations selon lesquelles le Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique s'apprêtait à annuler son autorisation, il a adressé à ce dernier une lettre datée du 19 octobre 2000 qui ne lui est malheureusement parvenue qu'après le 27 octobre 2000, date à laquelle le Ministre a effectivement pris la note de service n° 412/MENRS/CAB/DC/SGM/DRH/SAJA-A par laquelle il a rapporté la précédente note de service n° 0146/MENRS/CAB/DC/SGM/ DRH/SVP-2 du 28 avril 2000 l'autorisant à prendre part au concours d'entrée au cycle II de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA-II) ;

Que par lettre en date du 21 décembre 2000, il a adressé au Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique un recours gracieux resté sans réponse ;

Qu'il demande par conséquent à la Cour de constater que la note de service n° 412/MENRS/CAB/DC/SGM/DRH/SAJA-A du 27 octobre 2000 viole la loi et le principe des droits acquis et d'annuler

ladite note de service avec toutes les conséquences de droit, notamment la reprise de la formation en cause ;

Sur le moyen du requérant tiré de la violation de ses droits acquis sans qu'il soit besoin d'examiner le second moyen.

Considérant qu'à l'appui de ce moyen, le requérant, le sieur ADJE CHABI Daniel, soutient que la note de service n° 412/MENRS/CAB/DC/SGM/DRH/SAJA-A du 27 octobre 2000 par laquelle le Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique a rapporté son autorisation de prendre part au concours d'entrée au cycle II de l'Ecole Nationale d'Administration, constitue un excès de pouvoir en ce qu'elle tend à remettre en cause ses droits acquis ;

Qu'en doctrine et en jurisprudence il est admis que des actes qui ont produit ou généré des droits acquis en faveur des administrés ne peuvent être rapportés sans égard aux principes fondamentaux régissant le retrait des actes administratifs ;

Que le principe établi est tel qu'un retrait n'est possible que pendant le délai de recours contentieux qui est de deux mois ;

Que dans le cas d'espèce, la note de service querellée datée du 27 octobre 2000 et étant intervenue six mois après celle étant du 28 avril 2000 qu'elle vient rapporter, il y a eu violation de ses droits acquis ;

Considérant que dans son mémoire en défense, l'administration n'a fait aucune observation sur le moyen du requérant tiré de la violation de ses droits acquis, se contentant de soutenir la conformité de la note de service querellée avec la Loi n° 86-013 du 26 février 1986 portant Statut général des agents permanents de l'Etat ;

Considérant qu'il ressort de l'examen du dossier que par note de service n° 0146/MENRS/CAB/DC/SGM/DRH/SVP-2 du 28 avril 2000, le Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique a autorisé le sieur ADJE CHABI Daniel à prendre part au concours d'entrée au cycle II de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA-II) ;



Qu'en vertu de cette autorisation, le requérant a effectivement passé ledit concours, avec succès, et s'est fait inscrire à ladite Ecole ;

Que c'est alors que par une autre note de service (n° 412/MENRS/CAB/DC/SGM/DRH/SAJA-A du 27 octobre 2000), le Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique a rapporté sa précédente note de service n° 0146/MENRS/CAB/DC/SGM/DRH/SVP-2 du 28 avril 2000 par laquelle il avait autorisé le requérant à prendre part audit concours ;

Considérant que s'il appartient à l'autorité administrative de revenir sur une décision ayant créé des droits au profit de l'agent, elle ne peut le faire que dans le délai de recours pour excès de pouvoir, lequel délai, aux termes de l'article 68 de l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 susvisée, est de deux mois ;

Considérant qu'entre la prise de la note de service n° 0146/MENRS/CAB/DC/SGM/DRH/SVP-2 du 28 avril 2000 par laquelle le requérant avait été autorisé à prendre part au concours d'entrée au cycle II de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA II) et la prise de la note de service n° 412/MENRS/CAB/DC/SGM/DRH/SAJA-A du 27 octobre 2000 rapportant l'autorisation accordée, il s'est écoulé une durée de cinq mois et neuf jours ;

Que la Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique n'étant pas revenu sur la première note de service dans le délai de recours contentieux, ladite note de service a créé au profit du requérant un droit définitivement acquis à son autorisation de prendre part au concours d'entrée au cycle II de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA-II) ;

Qu'en conséquence la note de service n° 412/MENRS/CAB/DC/SGM/DRH/SAJA-A du 27 octobre 2000 querellée viole les droits acquis du requérant ;

PAR CES MOTIFS,

DECIDE :

Article 1^{er}.- Le recours du requérant, en date du 20 avril 2001, en annulation pour excès de pouvoir de la note de service n° 412/MENRS/CAB/DC/SGM/DRH/SAJA-A du 27 octobre 2000 par



laquelle le Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique a rapporté la note de service n° 0146/MENRS/CAB/DC /SGM/SVP-2 du 28 avril 2000 l'autorisant à prendre part au concours d'entrée au Cycle II de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA-II), est recevable.

Article 2 : Ladite note de service n° 412 querellée, est annulée avec les conséquences de droit, notamment, la reprise par le requérant de la formation en cause.

Article 3.- Les dépens sont à la charge du Trésor Public.

Article 4.- : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

Grégoire ALAYE, Président de la Chambre Administrative

PRESIDENT;

Josephine OKRY-LAWIN {
et {
Victor ADOSSOU }

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi trente décembre deux mille quatre, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

René Louis KEKE,

MINISTERE PUBLIC ;

Et de Irène Olga AÏTCHEDJI,

GREFFIER ;

Et ont signé

Le Président-Rapporteur,

Le Greffier.



DE = Grátis

Enregistré à ... nou le 22/08/05

Fo 25 Case 3875

Reçu Grátis

L'Inspecteur de l'Enregistrement

[Signature]

Antoinette L. A...



[Signature]

[Signature]



Received of the
Ford Motor Company
the sum of \$100.00
for the purchase of a
Ford Motor Car

